



**Return Quotes by Email -
Soumissionnaires Envoyé par
Courriel:**

yvette.olongo@canada.ca &

[ssc.wtdhardware-
materielatmt.spc@canada.ca](mailto:ssc.wtdhardware-materielatmt.spc@canada.ca)

**REQUEST FOR QUOTATION -
Demande de prix**

You are requested to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price or prices set out therefore.

Nous vous demandons de vendre à sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans les présentes, et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés dans les présentes, et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Issuing Office – Bureau de distribution

SSC | SPC
Procurement and Vendors Relations | Achats et relations avec les fournisseurs
180 Kent, 13th Étage
Ottawa, Ontario
K1P 5P5

Title – Sujet Ordinateurs de bureau munis de cartes graphiques et de disques SSD pour le Ministère de l'Emploi et du Développement social	
Solicitation No. – N° de l'invitation DDP 2BH873310/A	Date 19 novembre 2018
Requisition No. – N° de la demande IT PRO # 30500	
Client Reference No. – N° référence du client 100011693	
Solicitation Closes – L'invitation prend fin at – à 2:00 PM on – le 26 Novembre 2018	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time (EST) / heure Normale de l'Est (HNE)
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Inquiries to : - Adresser toutes questions à: Yvette Olongo	
Telephone No. – N° de téléphone : 613-462-9645	FAX No. – N° de FAX Not applicable
Email Address for RFQ Submission - Adresse électronique réservée aux DDP ssc.wtdhardware-materielatmt.spc@canada.ca Yvette.olongo@canada.ca	
Destination – of Goods, Services, and Construction: Destination – des biens, services et construction : (Further Client coordinates to be inserted at contract award) (Les coordonnées du client seront insérées lors de l'attribution du contrat) Ministère de l'Emploi et du Développement social Gatineau, QC K1A OJ9	
Invoices: Factures: *Les factures sont soumises uniquement par courrier et par adresse courriel (Les coordonnées du client seront insérées lors de l'attribution du contrat)	
Vendor/firm Name and address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Facsimile No. – N° de télécopieur Telephone No. – N° de téléphone	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/firm (type or print)- Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	4
1.1. Besoin	4
1.2. Besoin optionnel	4
1.3. Exception au titre de la sécurité nationale	4
PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	5
2.1. Signatures	5
2.2. Instructions, clauses et conditions uniformisées	5
2.3. Présentation de soumissions par voie électronique	5
2.4. Demandes de renseignements – en période de soumission	6
2.5. Lois applicables	6
2.6. Unités d'essai	6
2.7. Vérification de l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement – Exigence obligatoire concernant la qualification	7
PARTIE 3 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	8
3.1. Instructions pour la préparation des soumissions	8
PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	9
4.1. Évaluation financière	9
4.2. Critères techniques obligatoires	9
4.3. Méthode de sélection	9
PARTIE 5 - ATTESTATIONS	10
5.1. Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires	10
PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	12
6.1. Besoin	12
6.2. Exigences relatives à la sécurité	12
6.3. Exception au titre de la sécurité nationale	12
6.4. État du matériel	12
6.5. Clauses et conditions uniformisées	13
6.6. Conditions générales:	13
6.7. Conditions générales supplémentaires	13
6.8. Terme de Contrat	13
6.9. Responsables	13
6.10. Paiement	14
6.11. Limitation des dépenses	15
6.12. Paiements multiples	15
H1001C (2008-05-12), Paiements multiples	15

6.13. Rabais sur les livraisons en retard et remboursement des frais de réapprovisionnement	15
6.14. Instructions relatives à la facturation	15
6.15. Attestations – Conformité	16
6.16. Lois applicables	16
6.17. Taxes – Entrepreneur établi à l'étranger	16
6.18. Ordre de priorité des documents	16
6.19. Matériel	17
6.20. Processus de demande de substitution	17
6.21. Limitation de la responsabilité - gestion de l'information/technologie de l'information	18
ANNEXE A – LISTE DES PRODUITS LIVRABLES ET DES PRIX	20
ANNEXE B - FORMULAIRE ISCA – LISTE DE PRODUITS TI	21
PIÈCE JOINTE 2.1 – LE PROCESSUS DE L'INTÉGRITÉ DE LA CHÂÎNE D'APPROVISIONNEMENT	22
PIÈCE JOINTE 3.1 - FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE L'RFQ	28
FORMULAIRE 5.1 – FORMULAIRE D'ATTESTATION DU FABRICANT D'ÉQUIPEMENT D'ORIGINE (FEO)	29
FORMULAIRE 5.2 – FORMULAIRE D'INTÉGRITÉ	30

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1. Besoin

Le besoin est décrit en détail à l'Annexe A des clauses du contrat éventuel.

1.2. Besoin optionnel

Le Ministère de l'Emploi et du Développement social est à la recherche d'un entrepreneur qui fournira et livrera les produits mentionnés à l'annexe A. La présente demande de qualification (DDP) comporte également des options d'achat des produits supplémentaires mentionnés à l'annexe A dans la section « Produit livrable du client initial ».

1.3. Exception au titre de la sécurité nationale

Le 4 mai 2014, le gouvernement du Canada (GC) a annoncé dans le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement qu'il avait invoqué l'exception relative à la sécurité nationale (ESN) dans le cadre des accords commerciaux sur l'approvisionnement relatif au matériel informatique et aux logiciels ainsi qu'à l'offre de services de soutien connexes aux utilisateurs finaux pour Services partagés Canada (SPC). Par conséquent, il n'est assujéti à aucun accord commercial.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1. Signatures

Les soumissionnaires doivent signer la page 1 (la première page) de la demande de prix Et toutes les certifications identifiées dans la partie 5.

2.2. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de prix par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. Tous les renvois au ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux contenus dans les conditions générales et les conditions générales supplémentaires seront interprétés comme des renvois au ministre duquel relève SPC, et tous les renvois au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux seront interprétés comme des renvois à SPC.

Aux fins du présent contrat, SPC a adopté les politiques de TPSGC mentionnées dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de prix, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2018-05-22) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de prix et en fait partie intégrante.

La section 3 des Instructions uniformisées est modifiée comme suit : supprimer « Conformément à la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, L.C. 1996, ch. 16 ».

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels stipule :

4. Les soumissions seront valables pendant au moins 60 jours à compter de la date de clôture de la demande de prix, à moins d'avis contraire dans la demande de prix. Le Canada se réserve le droit de demander par écrit une prolongation de cette période à tous les soumissionnaires qui déposent des soumissions recevables, dans un délai d'au moins 3 jours avant la fin de la période de validité des soumissions. Si tous les soumissionnaires qui ont déposé des soumissions recevables acceptent de prolonger cette période, le Canada continuera d'évaluer les soumissions. Si cette prolongation n'est pas acceptée par tous les soumissionnaires qui ont déposé des soumissions recevables, le Canada, à sa seule et entière discrétion, continuera d'évaluer les soumissions des soumissionnaires qui auront accepté la prolongation ou annulera la demande de prix.

2.3. Présentation de soumissions par voie électronique

- (a) Les soumissions doivent être présentées par voie électronique au plus tard à la date et l'heure indiquées à l'adresse fournie à la page 1.
- (b) Les fournisseurs doivent présenter leurs soumissions en tant que documents PDF joints à leurs courriels ou en tant que documents pouvant être ouverts au moyen de la suite d'applications Microsoft Office.
- (c) Les fournisseurs peuvent présenter leurs soumissions avec plus d'un courriel, mais tous les courriels doivent être reçus au plus tard à la date et à l'heure de clôture de la demande de prix. Autrement, ils ne seront pas évalués dans le cadre de la soumission. La taille maximale des courriels que peut recevoir SPC est 10 Mo. Les fournisseurs doivent veiller à envoyer leurs soumissions au moyen de courriels multiples si les pièces jointes font que ceux-ci dépassent la taille prescrite.
- (d) L'heure à laquelle la soumission est reçue par SPC sera déterminée par l'« heure d'envoi » indiquée dans le courriel reçu par SPC à l'adresse électronique réservée la présentation des DDP.
- (e) Pendant les deux heures précédant la date et l'heure de clôture de la demande de prix, un représentant de SPC surveillera l'adresse électronique réservée à la présentation des DDP. Il sera possible de communiquer avec lui en composant le numéro de téléphone de l'autorité contractante. S'il a de la difficulté à envoyer son courriel, le fournisseur doit communiquer immédiatement avec SPC.

- (f) Le Canada ne sera pas tenu responsable de tout problème technique éprouvé par le fournisseur lors de la présentation d'une soumission, sauf si les systèmes du Canada causent un retard dans la livraison du courriel à l'adresse électronique de SPC réservée à la présentation des DDP.
- (g) En cas d'urgence, SPC peut décider d'accepter une copie papier de la soumission complète livrée en personne (par un représentant du fournisseur ou un employé d'un service de messagerie). Toutefois, la soumission livrée en personne doit être reçue avant la date et l'heure de clôture. Comme il est indiqué ci-dessus, il sera possible de communiquer avec un représentant de SPC en composant le numéro de téléphone de l'autorité contractante pendant les deux heures précédant la date et l'heure de clôture de la demande de prix afin de lui remettre les soumissions de cette façon. SPC acceptera une soumission livrée en personne après le délai prescrit uniquement si le soumissionnaire peut prouver que le représentant désigné de SPC n'était pas en mesure de recevoir la soumission en personne, et qu'il a tenté de livrer la soumission pendant les deux heures précédant la date et l'heure de clôture de la demande de prix.
- (i) Une soumission livrée à l'adresse indiquée désignée comme l'« adresse électronique réservée aux DDP » après la date et l'heure de clôture, mais avant l'attribution du contrat, peut être prise en considération, à condition que le fournisseur puisse prouver que le retard est dû uniquement à un retard de livraison qui peut être attribuable :
- 1) aux systèmes du Canada qui sont à l'origine d'un retard de livraison de la soumission envoyée par courriel à l'adresse électronique réservée aux DDP de SPC;
 - 2) à l'absence du représentant de SPC, qui n'a pu recevoir la soumission du fournisseur lorsque ce dernier a tenté de livrer sa soumission en personne pendant les deux heures précédant la date et l'heure de clôture de la demande de prix. Toutefois, le fournisseur doit être en mesure de le prouver.
- (ii) SPC n'acceptera pas les accords qui sont reçus en retard en raison d'une erreur d'acheminement, du volume de trafic, de perturbations atmosphériques, de conflits du travail ou d'autres motifs.

2.4. Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être transmises par voie électronique à l'adresse électronique désignée comme l'« adresse électronique réservée aux DDP » à la page 1, au plus tard 48 heures avant la date de clôture de la demande de prix. Les demandes de renseignements reçues après ce délai pourraient demeurer sans réponse.

Les soumissionnaires devraient indiquer le plus exactement possible la section et le numéro d'article de la demande de prix auquel renvoie leur demande de renseignements. Les soumissionnaires devraient prendre soin d'expliquer chaque question en donnant suffisamment de détails pour permettre au Canada d'y apporter des réponses exactes. Le Canada peut réviser les questions ou peut demander à la soumissionnaire de le faire.

Tous les soumissionnaires seront informés des résultats de la DDP.

2.5. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Québec, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.6. Unités d'essai

La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas peut être requise, à la discrétion du Canada, de livrer un certain nombre de systèmes selon l'Annexe A sur le site du client (l'adresse exacte sera fournie au moment de l'évaluation) pour des fins d'essai dans les 48 heures suivant la notification. Les soumissionnaires disposeront de 48 heures pour corriger toutes lacunes identifiées au cours de la période d'essai. Le défaut de corriger toutes lacunes dans ce délai pourrait rendre la soumission non recevable et elle sera disqualifiée.

2.7. **Vérification de l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement – Exigence obligatoire concernant la qualification**

La vérification de l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement (ICA) est une exigence obligatoire et permanente en matière de présentation des qualifications. L'ICA est une exigence organisationnelle importante. Confronté à un environnement de cybermenaces de plus en plus complexe, le Canada s'est engagé à appliquer un processus de sécurité et des clauses contractuelles améliorés à l'acquisition de produits et services. Le processus de vérification de l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement vise à garantir que la totalité des produits, de l'équipement, des logiciels, des micrologiciels et des services acquis par SPC respecte les normes requises relatives à la sécurité et à la chaîne d'approvisionnement.

Veuillez consulter la pièce jointe 2.1 – Processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement, pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'ICA.

PARTIE 3 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

3.1. Instructions pour la préparation des soumissions

(a) Soumission financière

- (i) **Proposition du soumissionnaire (obligatoire)** : Le soumissionnaire doit proposer des prix unitaires fermes, destination DDP, Gatineau (Québec), livraison comprise, taxe en sus et droits de douane compris (le cas échéant), pour les produits livrables indiqués à l'annexe A – Liste des produits livrables et des prix. Le soumissionnaire est tenu d'inscrire les prix proposés à l'annexe A.
- (ii) **Tous les coûts doivent être compris** : La soumission financière doit indiquer tous les coûts relatifs au besoin décrit dans la présente demande de prix pour toute la durée du contrat, y compris toute année d'option. Il incombe entièrement au soumissionnaire d'indiquer tout le matériel, le logiciel, les périphériques, le câblage et les composantes nécessaires pour satisfaire aux exigences de la présente demande de prix, ainsi que les prix de ces articles.
- (iii) **Prix nuls** : On demande aux soumissionnaires d'entrer « 0,00 \$ » pour tout article qu'il ne compte pas facturer ou qui a déjà été ajouté à d'autres prix dans le tableau. Si le soumissionnaire laisse le champ vierge, le Canada considérera le prix comme étant « 0,00 \$ » aux fins d'évaluation et pourrait demander que le soumissionnaire confirme que le prix est bel et bien 0,00 \$. Aucun soumissionnaire ne sera autorisé à ajouter ou à modifier un prix durant cette confirmation. Si le soumissionnaire refuse de confirmer que le prix d'un champ en blanc est de « 0,00 \$ », sa soumission sera déclarée irrecevable.

(b) Soumission technique

- (i) **Liste de produit (Obligatoire)**: Les soumissionnaires doivent fournir le numéro de pièce pour chaque item décrit en Annexe A
- (ii) **ISCA (Obligatoire lors de l'attribution du contrat)** : L'information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement (ISCA) est requise à travers la pièce-jointe 2.1 – Le processus d'Intégrité de la chaîne d'approvisionnement (ICA) doit être déposée avec la soumission, mais elle peut être soumise après. Les soumissionnaires doivent inclure le formulaire ISCA conformément à l'Annexe B - Formulaire ISCA – Liste de produits TI, avant l'attribution du contrat. Si l'une de ces informations n'est pas remplie et soumise comme demandée, l'autorité contractante informera le soumissionnaire d'un délai selon lequel il devra fournir ces informations. L'omission de fournir ces renseignements ISCA en vertu de l'Annexe B dans le délai imparti rendra l'offre non recevable.
- (iii) **Formulaire de présentation des soumissions**: Les soumissionnaires sont priés d'inclure le formulaire de soumission indiqué en pièce jointe 3.1 avec leur offre. Ce dernier fournit une forme commune dans laquelle les soumissionnaires peuvent fournir des informations nécessaires à l'évaluation et l'attribution du contrat, tel le nom de contact et du numéro d'entreprise du soumissionnaire, etc. L'utilisation du formulaire afin de fournir cette information n'est pas obligatoire, mais il est recommandé. Si le Canada détermine que les informations requises par le formulaire de soumission sont incomplètes ou nécessite une correction, le Canada fournira au soumissionnaire l'occasion de le faire.
- (iv) **Attestations**: Les soumissionnaires doivent soumettre les attestations dans la partie 5 - Attestations.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1. Évaluation financière

Les soumissions seront évaluées conformément à la somme de tous les prix des produits livrables se trouvant à l'annexe A, TPS/TVH en sus.

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, taxes applicables en sus, destination DDP, incluant les taxes d'accise et les droits de douane canadiens.

(a) Le Canada calculera le coût global de tous les articles (produits livrables initiaux et produits livrables du client initial) énumérés à l'annexe A.

(b) La meilleure proposition définitive de prix (MPDP) sera calculée de la façon suivante :

MPDP = Produits livrables initiaux + produits livrables du client initial

4.1.1 Évaluation du prix - soumissionnaires établis au Canada et à l'étranger:

(a) Le prix de la soumission sera évalué comme suit :

(i) les soumissionnaires établis au Canada doivent proposer des prix fermes, les droits de douane et les taxes d'accise canadiens compris, et les taxes applicables exclues.

(ii) les soumissionnaires établis à l'étranger doivent proposer des prix fermes, les droits de douane, les taxes d'accise canadiens et les taxes applicables exclus. Les droits de douane et les taxes d'accise canadiens payables par le Canada seront ajoutés, pour les besoins de l'évaluation seulement, aux prix présentés par les soumissionnaires établis à l'étranger.

(b) Sauf lorsque la demande de prix précise que les soumissions doivent être présentées en dollars canadiens, les soumissions présentées en devises étrangères seront converties en dollars canadiens pour les besoins de l'évaluation. Pour les soumissions présentées en devises étrangères, le taux indiqué par la Banque du Canada à la date de clôture des soumissions, ou à une autre date précisée dans la demande de prix, sera utilisé comme facteur de conversion.

(c) Bien que le Canada se réserve le droit d'attribuer le contrat DDP usine ou DDP destination, le Canada demande que les soumissionnaires proposent des prix DDP usine ou point d'expédition et DDP destination. Les soumissions seront évaluées sur une base DDP destination.

(d) Pour les fins de la demande de prix, les soumissionnaires qui ont une adresse au Canada sont considérés comme étant des soumissionnaires établis au Canada, et les soumissionnaires qui ont une adresse à l'extérieur du Canada sont considérés comme étant des soumissionnaires établis à l'étranger.

4.2. Critères techniques obligatoires

Chaque soumission fera l'objet d'un examen pour en déterminer la conformité aux exigences obligatoires de la demande de prix. Tous les éléments de la demande de prix qui sont désignées précisément par les termes « doit », « doivent » ou « obligatoire » sont des exigences obligatoires. Les soumissions qui ne respectent pas l'ensemble des exigences obligatoires seront déclarées irrecevables et rejetées. Si la meilleure proposition définitive de prix (MPDP) la plus basse est recevable, le Canada se réserve le droit de ne pas examiner les autres réponses.

4.3. Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de prix et satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'un contrat. Il est possible que plus d'un contrat soit conclu à la suite de la présente DDP.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fautive, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1. Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.1.1 Certifications et approbations du matériel

- (a) Tout le matériel électrique haute tension fourni dans le cadre du contrat doit être certifié ou approuvé conformément à la partie 1 du Code canadien de l'électricité, avant la livraison, par un organisme accrédité par le Conseil canadien des normes. Tous les systèmes doivent porter le logo de certification de l'organisme accrédité. Les organismes actuellement accrédités sont notamment :
 - (i) Association canadienne de normalisation (CSA).
 - (ii) Underwriters' Laboratory Inc. (cUL) (cULus).
 - (iii) Laboratoires des assureurs du Canada (ULC).
 - (iv) QPS Evaluation Services (cQPS) (anciennement Entela Canada (cEntela)
 - (v) Intertek Testing Services (cETL).
 - (vi) Met Laboratories (cMET).
 - (vii) OMNI Environmental Services Inc.(cOTL).
 - (viii) TUV Rhineland of North America (cTUV).
 - (ix) Nemko Canada (cN)
- (b) Tous les systèmes et tous les écrans doivent être conformes aux limites d'émission et doivent respecter les exigences en matière d'étiquetage établies dans la norme ICES-003 sur le matériel brouilleur, « Appareils numériques », publiée par Industrie Canada.
- (c) Les appareils approuvés en vertu de la norme ICES-003 d'Industrie Canada, qui ont été assemblés à partir de composants testés, mais n'ont pas subi tous les tests du système seront jugés non conformes. Tous les appareils testés doivent porter les étiquettes appropriées indiquant le nom commercial, le numéro de modèle et une mention attestant la conformité à la norme ICES-003 d'Industrie Canada.
- (d) Sur demande, le soumissionnaire doit fournir le rapport intégral de certification NMB-003, tel que précisé dans les présentes, (photos à l'appui) et le certificat de conformité au Code canadien de l'électricité, tel que précisé dans les présentes, dans sa réponse.
- (e) Les postes de travail doivent être assemblés dans des installations accréditées ISO 14001.

5.1.2 **Attestation du constructeur de matériel**

Tout soumissionnaire qui n'est pas le fabricant d'équipement d'origine (FEO) pour tout article du matériel proposé dans le cadre de sa soumission doit soumettre l'attestation du FEO qui confirme que le soumissionnaire est autorisé à fournir et à maintenir le matériel du FEO. Cette attestation doit être signée par le FEO, et non pas par le soumissionnaire. On n'attribuera pas de contrat à un soumissionnaire qui n'est pas le fabricant d'équipement d'origine qu'il offre au Canada, sauf si l'attestation du FEO reproduite ci-après a été déposée auprès du Canada. On demande aux soumissionnaires d'utiliser le formulaire d'attestation du FEO contenu dans la demande de prix. Bien qu'il soit nécessaire de fournir tous les renseignements demandés dans le formulaire d'attestation du FEO, l'utilisation de ce formulaire n'est pas obligatoire. Dans le cas des soumissionnaires ou des fabricants qui utilisent un autre formulaire, il appartient entièrement au Canada, à sa seule discrétion, de déterminer si tous les renseignements exigés ont été fournis. Toute modification aux énoncés du formulaire pourrait rendre la soumission irrecevable.

Si le matériel proposé par le soumissionnaire provient de plusieurs FEO, un certificat du FEO distinct est exigé pour chaque FEO.

Aux fins de la présente demande de prix, FEO désigne le fabricant du matériel, comme en témoigne le nom qui apparaît sur le matériel et sur tous les documents connexes, et sur les rapports obligatoires d'attestations.

5.1.3 **Régime d'intégrité - Documentation requise**

Conformément à la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit fournir les documents requis dans formulaire 5.1 – formulaire d'attestation du fabricant d'équipement d'origine (FEO), selon le cas, afin d'être pris en considération dans le processus d'approvisionnement.

5.1.4 **Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission**

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

6.1. Besoin

- (a) (À insérer au moment de l'attribution du contrat) (l'« entrepreneur ») accepte de fournir au client les biens décrits dans le contrat, y compris dans les spécifications techniques, conformément au contrat et aux prix énoncés dans ce dernier. Cela comprend:
- (i) Fournir le matériel acheté;
 - (ii) Documentation relative au matériel; et
 - (iii) Fournir des services de maintenance et de support pour le matériel pendant la période de maintenance du matériel.

6.1.1 Client

Dans le cadre du contrat, le « client » est Services partagés Canada (SPC), une organisation dont le mandat est de fournir des services partagés. SPC peut également utiliser ce marché pour fournir des services partagés au Ministère de l'Emploi et du Développement social (EDSC), soit lui-même, les institutions fédérales pour qui ses services sont obligatoires à tout moment pendant le marché, et les autres organisations qui choisissent de recourir à ses services, de temps en temps, à tout moment pendant le marché. SPC peut décider d'utiliser ce marché pour une partie ou l'ensemble de ses clients et peut avoir recours à d'autres moyens pour fournir les mêmes services ou des services semblables

6.1.2 Réorganisation du client

La redésignation, la restructuration, le réaménagement ou le remaniement du client n'aura aucune incidence sur l'obligation de l'entrepreneur en ce qui a trait à l'exécution des travaux (et ne donnera pas lieu non plus au paiement d'honoraires supplémentaires). La restructuration, le réaménagement et le remaniement du client s'entendent également de sa privatisation, de sa fusion avec une autre entité et de sa dissolution, lorsque cette dissolution est suivie de la création d'une ou de plusieurs autres entités dont la mission est similaire à celle du client d'origine. Peu importe le type de réorganisation, le Canada peut désigner un autre ministère ou un autre organisme gouvernemental comme autorité contractante ou responsable technique, conformément aux nouveaux rôles et aux nouvelles responsabilités découlant de la réorganisation.

6.1.3 Définition des termes

Les termes et expressions définis dans les conditions générales ou les conditions générales supplémentaires et qui sont utilisés dans ce contrat ont le sens qui leur a été attribué dans ces conditions générales ou dans ces conditions générales supplémentaires. De plus, les termes et expressions ci-dessous ont les définitions suivantes :

- (i) Toute référence à un « produit livrable » ou à plusieurs « produits livrables » se rapporte au matériel.

6.2. Exigences relatives à la sécurité

Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.3. Exception au titre de la sécurité nationale

Le 4 mai 2014, le gouvernement du Canada (GC) a annoncé dans le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement qu'il avait invoqué l'exception relative à la sécurité nationale (ESN) dans le cadre des accords commerciaux sur l'approvisionnement relatif au matériel informatique et aux logiciels ainsi qu'à l'offre de services de soutien connexes aux utilisateurs finaux pour Services partagés Canada (SPC). Par conséquent, il n'est assujéti à aucun accord commercial.

6.4. État du matériel

Sauf indication contraire au contrat, le matériel fourni doit être neuf et conforme à la dernière version des dessins applicables, des spécifications et du numéro de pièce, selon le cas, qui est en vigueur à la date de clôture de la demande de prix, ou s'il n'y a pas de demande de prix, à la date du contrat.

6.5. **Clauses et conditions uniformisées**

- (a) Toutes les clauses et conditions indiquées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. Tous les renvois au ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux contenus dans les conditions générales et les conditions générales supplémentaires seront interprétés comme des renvois au ministre de qui relève Services partagés Canada, et tous les renvois à Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada seront interprétés comme des renvois à Services partagés Canada.
- (b) Pour ce contrat, les politiques de TPSGC incorporées dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat sont adoptées par SPC.

6.6. **Conditions générales:**

2030 (2018-06-21), Conditions générales – besoins plus complexes de biens, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante. Ces conditions générales sont modifiées comme suit :

La section 2 des Conditions générales est modifiée comme suit : supprimer « Conformément à la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, L.C. 1996, ch. 16 ».

6.7. **Conditions générales supplémentaires**

4001 (2015-04-01), Conditions générales supplémentaires –Achat, location et maintenance de matériel:

6.8. **Terme de Contrat**

6.8.1 **Date de livraison**

Tous les biens livrables doivent être reçus au plus tard dans les 30 jours ouvrables du gouvernement fédéral suivant la date d'attribution du contrat. La livraison complète doit être terminée le ou avant le 29 mars 2019.

Toutes les commandes relatives aux options des clients initiaux doivent être reçues au plus tard 30 jours ouvrables du gouvernement fédéral après la date de l'amendement du contrat concerné.

6.8.3 **Instructions d'expédition - franco à bord Destination**

Les biens doivent être expédiés et livrés au point de destination précisé dans le contrat : DDP destination Gatineau, Québec incluant tous les frais de livraison, les droits de douanes et les taxes applicables.

6.8.4 **Exercice d'options d'achat de quantités supplémentaires**

- (a) Le Canada se réserve le droit d'exercer des options visant à acheter des quantités supplémentaires pour l'utilisateur désigné ou toute autre institution gouvernementale qui doit avoir recours obligatoirement ou facultativement aux services de SPC à tout moment pendant la durée de ce contrat conformément à l'annexe A – Liste des produits livrables et des prix.
- (b) Le Canada se réserve le droit d'ajouter d'autres adresses de livraison et de facturation au moment d'exercer les options d'achat de quantités optionnelles.
- (c) L'entrepreneur accepte de ne pas fournir de quantités supplémentaires en réponse à une demande faite directement par des clients de SPC (c.-à-d. que les quantités supplémentaires peuvent seulement être précisées dans les modifications au contrat apportées par l'autorité contractante de SPC).

6.9. **Responsables**

Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Yvette Olongo
Agente d'approvisionnement
Services partagés Canada
180 rue Kent St, 13e Étage
PO Box/CP 9808 STS T CSC,
Ottawa Ontario, K1G 4A8
Téléphone: (613) 462-9645
Courriel: yvette.olongo@canada.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :

(Le nom de la personne et ses coordonnées seront fournis dans le contrat subséquent)

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Télécopieur : _____

Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

Les Soumissionnaires

Le représentant de l'entrepreneur pour le contrat est :

(Le nom de la personne et ses coordonnées seront fournis dans le contrat subséquent)

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Télécopieur : _____

Courriel : _____

6.10. Paiement

6.10.1 Base de Paiement – Produits livrables initiaux

Matériel acheté : Pour l'approvisionnement du matériel conformément au contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur le prix ferme établi à l'annexe A, DDP destination, droits de douane compris, taxes applicables en sus. Le client est responsable de payer tout frais de recyclage applicable à sa commande, au coût, et en fonction de son ou ses adresse(s) de livraison.

Le Prix Total des Livrables Initiaux est inclus le Coût total Évalué indiqué à la page 1 du Contrat.

6.10.2 Base de Paiement – Produits livrables du client initial:

(i) Le client est responsable de payer tout frais de recyclage applicable à sa commande, au coût, et en fonction de son ou ses adresse(s) de livraison.

(ii) **Le prix total des options initiales des clients ne figureront pas dans le coût estimatif total indiqué à la page 1 du contrat jusqu'à ce qu'une modification soit publiée pour exercer cette option.**

6.10.3 Attribution concurrentielle

L'entrepreneur reconnaît que ce marché a été attribué selon un régime concurrentiel. Aucuns frais supplémentaires ne seront payés à l'entrepreneur pour compenser les erreurs, les omissions, les méprises ou les sous-estimations de l'entrepreneur dans le cadre du dépôt d'une soumission pour l'obtention du contrat.

6.11. Limitation des dépenses

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.12. Paiements multiples

H1001C (2008-05-12), Paiements multiples

6.13. Rabais sur les livraisons en retard et remboursement des frais de réapprovisionnement

- (a) Si des produits sont livrés en retard et que le Canada ne résilie pas le contrat pour inexécution, mais qu'il accorde plutôt un délai supplémentaire à l'entrepreneur pour effectuer la livraison, l'entrepreneur consent à réduire le prix des produits :
- (i) de 2 % si les produits sont livrés dans la première semaine suivant la date prévue de livraison;
 - (ii) de 5 % si les produits sont livrés dans la deuxième semaine suivant la date prévue de livraison;
 - (iii) de 10 % si les produits sont livrés après la deuxième semaine suivant la date prévue de livraison.
- (b) Si des produits ne sont pas configurés conformément aux exigences d'un contrat et que le Canada ne résilie pas le contrat pour inexécution, mais qu'il accorde plutôt à l'entrepreneur la possibilité de reconfigurer les produits conformément au contrat, l'entrepreneur consent à réduire le prix des produits de 5 % par rapport à la valeur totale des produits NON conformes à la configuration du système ou à toute autre configuration décrite dans le contrat, en plus de verser les dommages-intérêts exigibles à la suite de la livraison en retard des produits (c.-à-d. que lorsque les biens reconfigurés sont livrés après la date de livraison, le prix doit également être réduit selon la méthode prescrite à l'alinéa 6.14 (a)).
- (c) Ces rabais constituent des dommages-intérêts et, au total, ils n'excéderont pas 15 % de la valeur totale du contrat. Les parties conviennent que ces montants correspondent à la meilleure estimation de la perte encourue par le Canada advenant les manquements précités, qu'ils ne constituent pas une sanction et qu'ils ne doivent pas être perçus comme tels.
- (d) Si le Canada résilie le contrat pour inexécution, l'entrepreneur doit rembourser au Canada tout écart entre le prix des produits indiqué au contrat et ce qu'il en coûtera au Canada pour se procurer ces mêmes produits auprès d'un autre fournisseur.
- (e) Afin de recouvrer les dommages-intérêts, le Canada est autorisé à retenir, à recouvrer ou à déduire périodiquement tout montant à titre de dommages-intérêts sur toute somme due à l'entrepreneur.
- (f) Aucune disposition du présent article ne doit être interprétée comme limitant les droits et les recours dont le Canada peut par ailleurs se prévaloir dans le cadre du contrat (notamment le droit de le résilier pour inexécution) du droit en général.

6.14. Instructions relatives à la facturation

- (a) L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément à l'information exigée dans les conditions générales.
- (b) La facture de l'entrepreneur doit inclure un article pour chaque sous-alinéa des clauses de la Base de paiement.
- (c) En soumettant des factures, l'entrepreneur atteste que les biens et services ont été livrés et que tous les frais sont conformes aux dispositions de la Base de paiement du contrat, y compris les frais résultant de l'exécution des travaux par des sous-traitants.
- (d) L'entrepreneur doit également fournir la copie originale de chaque facture à la personne-ressource mentionnée à la page 1.

- (e) Pour assurer un traitement rapide de la facture par les ministères clients, tous les bordereaux de marchandises et toutes les factures doivent être accompagnés des renseignements suivants, le cas échéant :
- (i) le n° de contrat;
 - (ii) le n° de référence du client; et
 - (iii) le n° de commande d'Appro TI.

6.15. **Attestations – Conformité**

Sauf indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'adjudication du contrat, et la communication volontaire de renseignements supplémentaires constituent des modalités du contrat, et le fait de ne pas les respecter constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.16. **Lois applicables**

Le contrat doit être interprété et régi, et les relations entre les parties déterminées, par les lois en vigueur au Québec.

6.17. **Taxes – Entrepreneur établi à l'étranger**

- (a) Sauf indication contraire dans le contrat, le prix ne comprend aucune taxe fédérale d'accise, taxe locale ou d'état, de vente ou d'utilisation, aucune autre taxe de nature semblable, ni autre taxe canadienne, quelle qu'elle soit. Le prix comprend toutefois toutes les autres taxes. Si les travaux sont normalement assujettis à la taxe d'accise fédérale, le Canada fournira à l'entrepreneur, sur demande, un certificat d'exonération de cette taxe selon la forme prescrite par les règlements fédéraux.
- (b) Le Canada fournira à l'entrepreneur les preuves d'exportation qui peuvent être exigées par les autorités fiscales. Si le Canada omet de le faire, et qu'en conséquence l'entrepreneur doit payer la taxe fédérale d'accise, le Canada remboursera l'entrepreneur si celui-ci prend les mesures que le Canada peut exiger pour recouvrer tout paiement effectué par l'entrepreneur. L'entrepreneur doit rembourser au Canada tout montant ainsi recouvré.

6.18. **Ordre de priorité des documents**

En cas de différence entre le libellé des documents qui figurent sur la liste ci-dessous, celui du document qui vient en premier sur la liste prévaut sur celui des autres documents :

- (a) les articles du présent accord, y compris les clauses du Guide des CUA qui y sont intégrées par renvoi;
- (b) les conditions générales supplémentaires, dans l'ordre suivant;
4001 (2015-04-01), les conditions générales supplémentaires - Achat, location et maintenance de matériel;
- (c) les conditions générales 2030 (2018-06-21), biens (besoins plus complexes de biens);
- (d) Annexe A, Liste des produits livrables et des prix; et
- (e) la soumission de l'entrepreneur datée du _____.

6.19. Matériel

En ce qui concerne les dispositions des conditions générales supplémentaires 4001

La partie III de 4001 s'applique au marché (Conditions supplémentaires : achat)	Oui
La partie V du document 4001 s'applique au marché (Conditions supplémentaires : maintenance)	Oui
Lieu de livraison	Voir la page 1 du contrat.
Date de livraison	Comme on le mentionne dans la partie 6 de la section intitulée Date de livraison,
L'entrepreneur doit livrer la documentation relative au matériel	Oui, 1 partie complete par produit livré
L'entrepreneur doit mettre à jour la documentation relative au matériel pendant la durée du marché	Non l'article 7(5) du document 4001 ne s'applique pas au contrat.
La documentation relative au matériel doit comprendre la documentation portant sur la maintenance	Non
Langue de la documentation relative au matériel	La documentation relative au matériel doit être fournie soit en français ou en anglais, basé sur la sélection de l'utilisateur tel que mentionné dans le «commande subséquente». Si cette information n'est pas mentionnée dans le « commande subséquente », la documentation relative au matériel doit être remise en anglais. Si disponible, la documentation relative au matériel doit être remise dans une forme bilingue.
Exigences de livraison particulières	Non
Exigences particulières de livraison et d'installation sur place	Non – l'article 4 du document 4001 ne s'applique pas au contrat.
L'entrepreneur doit intégrer et configurer le matériel au moment de la livraison	Non
L'entrepreneur doit intégrer et configurer le matériel au moment de la livraison	Non
Période de garantie du matériel	Malgré 4001, la période de garantie du matériel en vertu de la partie V est de 4 ans.
Le matériel fait partie d'un système	Oui
Numéro de téléphone sans frais pour le service de maintenance	(à être complété par le soumissionnaire)

6.20. Processus de demande de substitution:

- (a) **Conditions relatives à la proposition de produits de substitution** : L'offrant peut proposer un produit de substitution pour un produit qu'il est autorisé à fournir dans le contrat, à la condition que ce produit respecte en tout point ou excède les spécifications précisées à l'annexe A – Liste des Produits Livrables et des Prix, ainsi que celles du produit substitué, à moins d'avis contraire. Le prix du produit de remplacement ne doit pas dépasser :
- i. le prix plafond du produit offert à l'origine dans l'offre du fournisseur;
 - ii. le prix officiel courant du produit de remplacement, moins tout rabais gouvernemental applicable; ou
 - iii. le prix du produit de remplacement sur le marché; et
 - iv. selon la valeur la plus basse.

- (b) **Prix plafond** : En cas de substitution, il peut arriver qu'il soit difficile d'utiliser le prix plafond d'un produit donné existant à titre de prix plafond limite du nouveau produit. Dans de tels cas, une justification de prix pourra être demandée par l'autorité contractante pour le produit en question, à la seule discrétion du responsable de l'offre à commandes. L'autorité contractante a également le droit de refuser toute substitution qui, selon elle, ne représente pas une valeur intéressante pour le Canada.
- (c) **Frais liés à la substitution** : Le produit de substitution proposé fera l'objet d'une évaluation technique, et tous les frais associés à cette évaluation devront être assumés par l'offrant.
- (d) **Processus de demande de substitution** : pour proposer un produit de substitution, l'offrant doit remplir et présenter à l'autorité administrative de TPSGC le formulaire « Demande de substitution de produits/Feuille de révision des prix », et y fournir tous les renseignements nécessaires sur la substitution, notamment la ou les adresses URL donnant accès aux spécifications techniques du produit, à tous documents techniques nécessaires, aux attestations, aux guides et au prix courant publié du produit. Sur demande, l'offrant doit fournir des renseignements justificatifs de conformité avec les exigences énumérées dans l'annexe intitulée « Spécifications technique ». En outre, selon l'envergure de la substitution proposée, le Canada pourra demander une version révisée de l'annexe « Liste des produits » sur supports papier et électronique.
- (e) **Livrables optionnels** : Si le Canada exerce l'option d'achat de quantités supplémentaires précisée dans le contrat et que l'article, depuis l'attribution du contrat, a fait l'objet d'une substitution proposée par l'entrepreneur, le processus défini dans la présente section s'appliquera. Toutefois, pour que la substitution soit acceptée, l'entrepreneur doit, en plus de respecter les spécifications du contrat, fournir l'information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement (ISCA) pour chaque nouvel article figurant dans la liste des produits de TI aux fins du processus d'évaluation de l'ISCA et ne pas être déclaré inadmissible à la suite de l'évaluation de l'ISCA.

6.21. **Limitation de la responsabilité - gestion de l'information/technologie de l'information**

- (a) Cet article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulée « Responsabilité ». Dans cet article, chaque fois qu'il est fait mention de dommages causés par l'entrepreneur, cela renvoie également aux dommages causés par ses employés, ainsi que par ses sous-traitants, ses mandataires, ses représentants, ou leurs employés. Cet article s'applique, que la réclamation soit fondée contractuellement sur un délit civil ou un autre motif de poursuite. L'entrepreneur n'est pas responsable envers le Canada en ce qui concerne le rendement ou l'inexécution du contrat, sauf dans les cas précisés dans cet article et dans tout autre article du contrat pré-établissant des dommages-intérêts. L'entrepreneur est uniquement responsable des dommages indirects, particuliers ou consécutifs, dans la mesure décrite dans cet article, même si l'entrepreneur a été avisé de la possibilité de ces dommages.
- (b) **Responsabilité de la première partie**
- (i) L'entrepreneur est entièrement responsable envers le Canada de tous les dommages, y compris les dommages indirects, particuliers ou consécutifs, causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :
- toute violation des droits de propriété intellectuelle dans la mesure où l'entrepreneur viole l'article des conditions générales intitulé « Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances »
 - toute blessure physique, y compris la mort.
- (ii) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur qui touchent des biens personnels matériels ou des biens immobiliers qui sont la propriété du Canada, en sa possession, ou qui sont occupés par le Canada.
- (iii) Chaque partie est responsable de tous les dommages directs causés par son manquement à l'obligation de confidentialité en vertu du contrat. Chaque partie est aussi responsable de tous les dommages indirects, particuliers ou consécutifs relatifs à sa divulgation non autorisée des secrets

industriels de l'autre partie (ou des secrets industriels d'un tiers fournis par une partie à une autre, en vertu du contrat) qui concernent la technologie de l'information.

- (iv) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs qui se rapportent à une charge ou à une réclamation liée à toute portion des travaux pour lesquels le Canada a effectué un paiement. Cela ne s'applique pas aux charges ou réclamations relatives aux droits de propriété intellectuelle, lesquelles sont traitées à l'alinéa a) susmentionné.
- (v) L'entrepreneur est aussi responsable envers le Canada de tous les autres dommages directs qui ont été causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :
 - a. tout manquement aux obligations en matière de garantie en vertu du contrat, jusqu'à concurrence du coût total payé par le Canada (incluant les taxes applicables) pour les biens et les services touchés par le manquement;
 - b. tout autre dommage direct, y compris tous les coûts directs identifiables engagés par le Canada pour faire appel à un autre entrepreneur pour effectuer les travaux, lorsque le contrat est résilié en partie ou en totalité pour inexécution, jusqu'à concurrence d'un maximum global pour ce sous-alinéa (ii) du montant le plus élevé entre 0.5 fois le coût total estimatif (le montant indiqué à la première page du contrat dans la case intitulée « Coût total estimatif » ou le montant indiqué sur chaque commande subséquente, bon de commande ou tout autre document utilisé pour commander des biens ou des services), ou 1,000,000.00 \$.

En aucun cas, la responsabilité totale de l'entrepreneur aux termes de l'alinéa e) ne dépassera le montant le plus élevé entre le coût total estimatif (comme défini plus haut) du contrat ou 1,000,000.00 \$.

- (vi) Si les dossiers ou les données du Canada sont endommagés à la suite d'une négligence ou d'un acte délibéré de l'entrepreneur, la seule responsabilité de l'entrepreneur consiste à rétablir à ses frais les dossiers et les données du Canada en utilisant la copie de sauvegarde la plus récente conservée par le Canada. Ce dernier doit s'assurer de sauvegarder adéquatement ses documents et données.

(c) **Réclamations de tiers**

- (i) Que la réclamation soit faite au Canada ou à l'entrepreneur, chaque partie convient qu'elle est responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers relativement au contrat, tel que stipulé dans un accord de règlement ou ultimement déterminé par une cour compétente, si la cour détermine que les parties sont conjointement et solidairement responsables ou qu'une seule partie est uniquement et directement responsable envers le tiers. Le montant de la responsabilité sera celui précisé dans l'accord de règlement ou déterminé par la cour comme ayant été la portion des dommages que la partie a causé au tiers. Aucun accord de règlement ne lie une partie, sauf si ses représentants autorisés l'ont approuvé par écrit.
- (ii) Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le montant ultimement déterminé par une cour compétente comme étant la portion de l'entrepreneur des dommages qu'il a lui-même causés au tiers. Toutefois, malgré l'alinéa a), en ce qui concerne les dommages-intérêts spéciaux, indirects ou consécutifs subis par des tiers et couverts par le présent article, l'entrepreneur est uniquement responsable de rembourser au Canada sa portion des dommages que le Canada doit payer à un tiers sur ordre d'une cour, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire relativement à la violation des droits de propriété intellectuelle, de blessures physiques à un tiers, y compris la mort, des dommages touchant les biens personnels matériels ou immobiliers d'un tiers; toute charge ou toute réclamation sur toute portion des travaux; ou du manquement à l'obligation de confidentialité.
- (iii) Les parties sont uniquement responsables l'une devant l'autre des dommages causés à des tiers dans la mesure décrite dans ce paragraphe (c).

ANNEXE A – LISTE DES PRODUITS LIVRABLES ET DES PRIX

Voir la feuille de calcul Excel ci-jointe intitulée Annexe A – Liste des produits livrables et des prix.

ANNEXE B - FORMULAIRE ISCA – LISTE DE PRODUITS TI

Voir la feuille de calcul Excel ci-jointe intitulée Annexe B - Formulaire ISCA – Liste de produits TI

PIÈCE JOINTE 2.1 – LE PROCESSUS DE L'INTÉGRITÉ DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

1. EXIGENCE DE L'INTÉGRITÉ DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

Pour demeurer un soumissionnaire et pouvoir soumissionner sur une demande de prix liée à ce processus d'approvisionnement, chaque soumissionnaire devra mener à terme le processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement.

Définitions

Les termes et les expressions utilisés dans le processus d'évaluation de l'information sur la Sécurité de la Chaîne d'Approvisionnement sont définis comme suit :

- (a) « **Produit** » désigne tout matériel qui fonctionne dans la couche liaison de données du OSI Modèle (deuxième couche ou supérieure) tout logiciel; et tout appareil technologique en milieu de travail;
- (b) « **Appareil technologique en milieu de travail** » désigne tout ordinateur de bureau, poste de travail mobile (comme un ordinateur portable ou une tablette), téléphone intelligent ou téléphone, périphérique et accessoire (comme un moniteur, un clavier ou une souris), dispositif audio ou dispositif interne ou externe de stockage (comme une clé USB, une carte à mémoire, un disque dur externe ou des CD et DVD inscriptibles) ou tout autre support;
- (c) « **Fabricant du produit** » désigne l'entité qui assemble les composants pour fabriquer le produit final;
- (d) « **Éditeur de logiciel** » désigne le propriétaire du logiciel qui a le droit d'octroyer une licence (et d'autoriser d'autres personnes à octroyer une licence ou une sous-licence) pour ses produits logiciels;
- (e) « **Données du Canada** » désigne toute donnée provenant des travaux, toute donnée reçue visant à contribuer aux travaux ou toute donnée générée dans le cadre de la prestation de services de sécurité, de configuration, d'activités, d'administration et de gestion, ainsi que toute donnée qui serait transportée ou stockée par l'entrepreneur ou le sous-traitant dans le cadre des travaux, en vertu de tout contrat subséquent;
- (f) « **Travaux** » désigne les activités, les services, les biens, l'équipement, la matière et les éléments nécessaires livrés ou réalisés par l'entrepreneur dans le cadre de tout contrat subséquent.

Exigences obligatoires permanentes en matière de présentation des qualifications

Un schéma de l'ampleur de la chaîne d'approvisionnement a été joint ci-dessous à la section 3 afin d'offrir une représentation visuelle des exigences de présentation et d'évaluation des exigences liées au processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement (ICA) et à l'évaluation de cette dernière, qui sont décrites plus en détail ci-dessous.

Les soumissionnaires doivent fournir, avant la date et l'heure de clôture de la présente DDP, l'ISCA suivante :

- a) **la liste des produits de TI**: Les soumissionnaires doivent indiquer les produits qui pourraient servir à transmettre et à stocker les données du Canada, ou qui pourraient être utilisés ou installés par le soumissionnaire ou un de ses sous-traitants pour effectuer toute partie des travaux, ainsi que les renseignements suivants concernant chaque produit :
 - (i) **Emplacement** : indiquer où chaque produit est relié à un réseau donné quant aux données du Canada (définir les points ou les nœuds de prestation de services, comme les points de présence, les emplacements tiers, les installations des centres de données, les centres des opérations, les centres des opérations de sécurité, Internet ou tout autre point d'appairage du réseau public);
 - (ii) **Type de produit** : indiquer la description généralement reconnue par l'industrie pour le matériel, les logiciels, etc. Les composantes d'un produit assemblé, comme un module ou un assemblage de cartes, doivent être fournies pour tous les appareils d'interréseautage de la troisième couche;

- (iii) **Composant de TI** : indiquer la description généralement reconnue utilisée par l'industrie pour les coupe-feu, routeurs, interrupteurs, serveurs, applications de sécurité, etc.;
- (iv) **Nom ou numéro du modèle du produit** : indiquer le nom ou le numéro du produit attribué par le fabricant;
- (v) **Description et objectif du produit** : entrer la description ou l'objectif du produit fourni par le fabricant, ainsi que son utilisation ou son rôle prévu dans le cadre des travaux décrits dans le projet;
- (vi) **Source** : indiquer le fabricant du produit, l'éditeur du logiciel et le fabricant de pièces d'origine des composants intégrés;
- (vii) **Nom du sous-traitant** : indiquer tous les sous-traitants. Dans le « Formulaire de présentation de l'ISCA » fourni avec la demande de prix à l'Annexe B, « nom du sous-traitant » désigne tout sous-traitant qui fournira, installera ou entretiendra un ou plusieurs produits, si le soumissionnaire ne le fait pas lui-même, tel qu'il est précisé ci-dessous.

Bien qu'il soit obligatoire de présenter les renseignements exigés, et bien qu'on demande aux soumissionnaires d'utiliser le Formulaire de présentation de l'ISCA, la forme dans laquelle les renseignements sont fournis n'est pas en soi obligatoire. Le Canada demande aux soumissionnaires d'indiquer, sur chaque page, leur dénomination sociale et un numéro de page, ainsi que le nombre total de pages. Le Canada demande aux soumissionnaires d'insérer une ligne distincte pour chaque produit dans le Formulaire de présentation de l'ISCA. Enfin, le Canada demande aux soumissionnaires de ne pas répéter des itérations multiples du même produit (c.-à-d., si le numéro de série ou la couleur sont les seules différences entre les deux produits, ils seront traités comme le même produit aux fins de l'ISCA).

b) **Liste des sous-traitants** : Le soumissionnaire doit remettre une liste de tous les sous-traitants qui pourrait participer à l'exécution d'une partie des travaux (cela comprend les sous-traitants affiliés ou liés au répondant) dans le cadre de tout contrat subséquent. La liste doit au moins inclure :

- (i) le nom du sous-traitant;
- (ii) l'adresse du siège social du sous-traitant;
- (iii) la partie des travaux que réaliserait le sous-traitant;
- (iv) le ou les lieux où le sous-traitant réaliserait les travaux

La liste doit indiquer toutes les tierces parties qui pourraient réaliser une partie des travaux, qu'elles soient des sous-traitants du soumissionnaire ou des sous-traitants des sous-traitants du soumissionnaire dans la chaîne d'approvisionnement. Il faut notamment indiquer tout sous-traitant qui pourrait avoir accès aux données du Canada ou qui serait responsable de leur transport ou de leur stockage. Les sous-traitants comprennent également, par exemple, les techniciens qui pourraient être déployés pour entretenir la solution du soumissionnaire. Dans le cadre de cette exigence, une tierce partie qui fournit des biens au répondant, mais qui ne réalise pas une partie des travaux, n'est pas considérée comme un sous-traitant. Si le soumissionnaire n'entend pas recourir à des sous-traitants pour réaliser une partie des travaux, le Canada demande qu'il l'indique dans sa soumission.

2. ÉVALUATION DE L'INFORMATION SUR LA SÉCURITÉ DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT:

Le Canada déterminera si, à son avis l'information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement donne lieu à la possibilité que la solution du soumissionnaire compromette ou serve à compromettre la sécurité du matériel, des micrologiciels, des logiciels, des systèmes ou des renseignements lui appartenant.

Pour ce faire:

- a) Le Canada peut exiger du répondant des renseignements supplémentaires nécessaires pour effectuer une évaluation complète de l'information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement. Le soumissionnaire disposera de deux (2) jours ouvrables (ou d'un délai plus long précisé par écrit par l'autorité contractante) pour fournir les renseignements nécessaires au Canada. À défaut de respecter ce délai, la soumission sera rejetée.
- b) Le Canada peut confier l'évaluation à ses propres ressources ou à des experts-conseils et peut, au besoin, se procurer des renseignements supplémentaires auprès de tiers. Le Canada peut utiliser tout renseignement, figurant dans la soumission ou provenant d'une autre source, qu'il juge utile afin d'effectuer une évaluation complète de l'information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement.

Si le Canada juge qu'il est possible que tout aspect de l'information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement, si celle-ci était utilisée dans une solution, puisse compromettre ou servir à compromettre la sécurité du matériel, des micrologiciels, des logiciels, des systèmes ou des renseignements lui appartenant :

- a) Le Canada écrira (par courriel) au soumissionnaire pour lui faire part des aspects de l'information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement qui le préoccupent ou qu'il ne peut pas évaluer (par exemple, des versions à venir de produits ne peuvent être évaluées). Tous les renseignements supplémentaires que le Canada pourrait être en mesure de fournir au soumissionnaire au sujet de ses préoccupations dépendront de la nature de celles-ci. Pour des raisons de sécurité nationale, il ne sera pas toujours possible pour le Canada de fournir des renseignements supplémentaires au soumissionnaire. Par conséquent, dans certaines circonstances, le soumissionnaire ne connaîtra pas les raisons sous-jacentes des préoccupations du Canada à l'égard d'un produit, d'un sous-traitant ou d'autres aspects de l'information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement.
- b) Après réception de l'avis du Canada, le soumissionnaire pourra présenter de l'information sur l'ISCA révisée dans un délai de 2 jours civils (ou dans un délai plus long indiqué par écrit par l'autorité contractante).
- c) Si le soumissionnaire présente de l'ISCA révisée dans le délai imparti, le Canada procédera à une deuxième évaluation. Si le Canada juge que des aspects de l'ISCA du soumissionnaire peuvent compromettre ou servir à compromettre la sécurité du matériel, des micrologiciels, des logiciels, des systèmes ou des renseignements lui appartenant, il n'offrira pas au soumissionnaire d'autre occasion de réviser son ISCA et le soumissionnaire sera exclu du processus d'approvisionnement et ne pourra pas participer aux étapes subséquentes de ce dernier.

En participant au présent processus, le soumissionnaire reconnaît que la nature des TI est telle que de nouvelles vulnérabilités, y compris celles liées à la sécurité, sont constamment découvertes. En outre, le soumissionnaire reconnaît que l'évaluation de sécurité du Canada ne couvre pas l'évaluation d'une solution proposée. En conséquence:

- a) une qualification dans le cadre de cette évaluation de l'ICA ne constitue pas une reconnaissance que les produits ou d'autres renseignements inclus dans l'ISCA satisfont aux exigences d'une demande de propositions subséquente ou de tout contrat en découlant ou de tout autre instrument pouvant être attribué à la suite d'une demande de propositions subséquente;
- b) une qualification dans le cadre de cette évaluation de l'ICA ne signifie pas que de l'information identique ou semblable sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement sera évaluée de la même façon pour les besoins futurs;

- c) les nouvelles menaces à la sécurité peuvent affecter certains des aspects de l'ISCA d'un soumissionnaire qui est devenu l'objet de préoccupations en matière de sécurité. À ce stade, le Canada avisera le soumissionnaire et lui offrira l'occasion de réviser son ISCA, en suivant le processus décrit ci-dessus;
- d) au cours de l'exécution d'un contrat de sous-traitance, si le Canada est préoccupé par certains produits, conceptions et sous-traitants compris initialement dans l'information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement, il gèrera ses préoccupations conformément aux modalités du contrat.

Le soumissionnaire offrant la MPDP la plus basse sera avisé par écrit s'il demeure qualifié ou non pour passer à l'étape suivante du processus d'approvisionnement en fonction de l'évaluation de l'ICA.

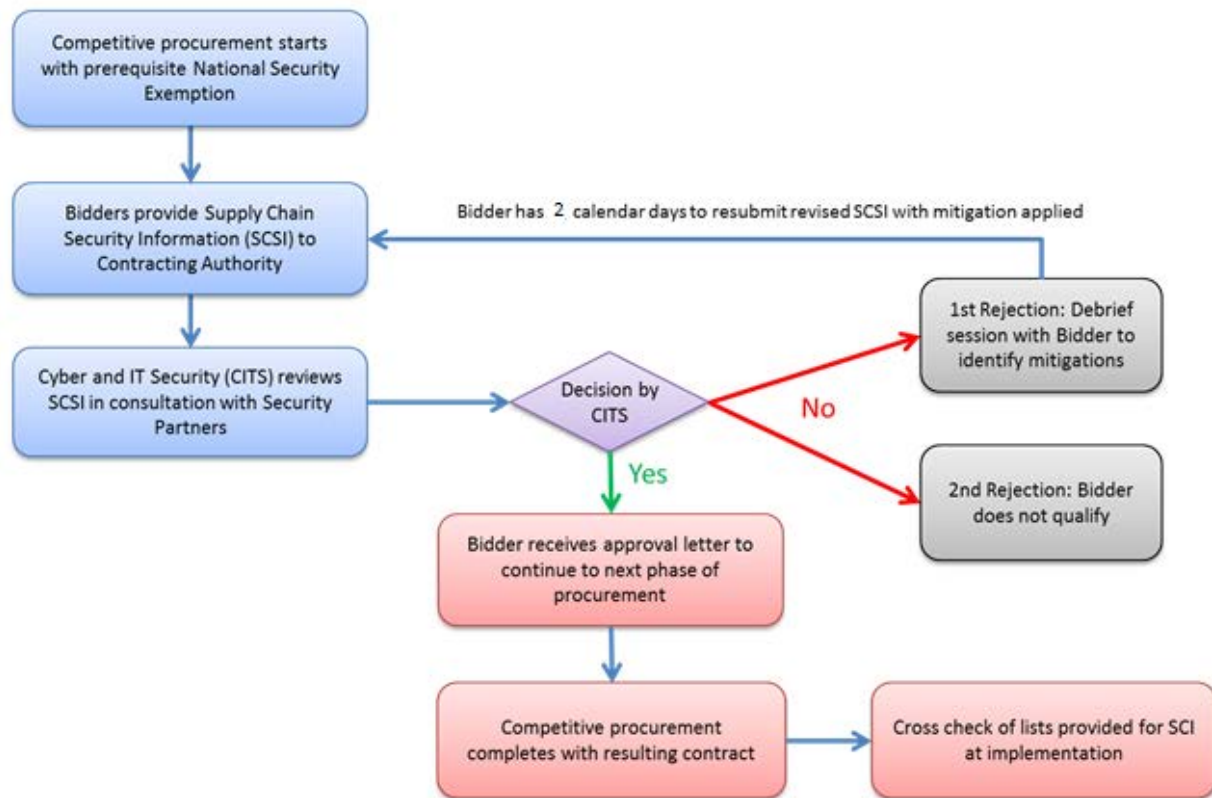
Tout soumissionnaire qui s'est qualifié à la suite de l'évaluation de l'ICA devra fournir le matériel proposé tout au long de la période du contrat. À l'exception des substitutions de produits éventuelles, aucun produit ou sous-traitant supplémentaire ou de rechange ne peut être proposé par le soumissionnaire. Il s'agit d'une exigence obligatoire du processus de demande de propositions.

En présentant son ISCA, et compte tenu de la possibilité de participer à ce processus d'approvisionnement, le soumissionnaire accepte les modalités de l'accord de non-divulgence ci-dessous (l'« accord de non-divulgence »)

- a) Le soumissionnaire accepte d'assurer la confidentialité et le stockage sécuritaire de toute information qu'il reçoit du Canada au sujet de l'évaluation qu'a faite ce dernier de l'information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement (l'« information sensible »), y compris, sans toutefois s'y limiter, les aspects de l'information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement qui soulèvent des préoccupations, et les raisons qui ont engendré les préoccupations du Canada à cet égard.
- b) L'information sensible comprend, notamment, les documents, les instructions, les directives, les données, le matériel, les conseils ou autre renseignement, qu'ils soient fournis oralement, par écrit ou autrement, et ce, peu importe que cette information soit classifiée, confidentielle, exclusive ou sensible.
- c) Le soumissionnaire convient de ne pas reproduire, copier, divulguer, publier ou communiquer, en tout ou en partie, de quelque façon que ce soit, de l'information sensible à une personne autre qu'un employé du soumissionnaire qui a besoin de la connaître et qui détient une attestation de sécurité correspondant à la classification de l'information sensible divulguée, sans recevoir d'abord le consentement écrit de l'autorité contractante.
- d) Le soumissionnaire accepte d'aviser immédiatement l'autorité contractante dès qu'une personne, autre que celles autorisées en vertu de la sous-section qui précède, accède à de l'information sensible.
- e) Le soumissionnaire retenu convient que le non-respect de cette entente de non-divulgence peut entraîner sa disqualification à toute étape du processus d'approvisionnement ou la résiliation immédiate du contrat subséquent ou de tout autre instrument qui en résulte. Le soumissionnaire reconnaît également que toute violation de cette entente de non-divulgence peut entraîner un examen de sa cote de sécurité ainsi qu'un examen de son statut en tant que soumissionnaire admissible pour d'autres besoins.
- f) Toute l'information sensible demeurera la propriété du Canada et doit être retournée à l'autorité contractante ou détruite à la demande de cette dernière, dans les 30 jours suivant cette demande.
- g) L'entente de non-divulgence restera en vigueur indéfiniment. Si le soumissionnaire souhaite être libéré de ses obligations à l'égard de tous les documents qui contiennent de l'information sensible, il peut les retourner à un représentant autorisé du Canada, accompagnés d'une référence à la présente entente de non-divulgence. Dans ce cas, toute information sensible connue par le soumissionnaire et son personnel (c.-à-d. l'information sensible qui est connue, mais n'est pas consignée par écrit) continuera d'être assujettie à cette entente de non-divulgence, mais il n'y aurait aucune autre obligation en ce qui a trait à l'entreposage sécuritaire des documents contenant de l'information sensible (sauf si le soumissionnaire a créé de nouveaux documents contenant de l'information sensible). Le Canada peut demander que le soumissionnaire fournisse la confirmation écrite que toutes les copies électroniques et papier des documents qui contiennent de l'information sensible ont été renvoyées au Canada.

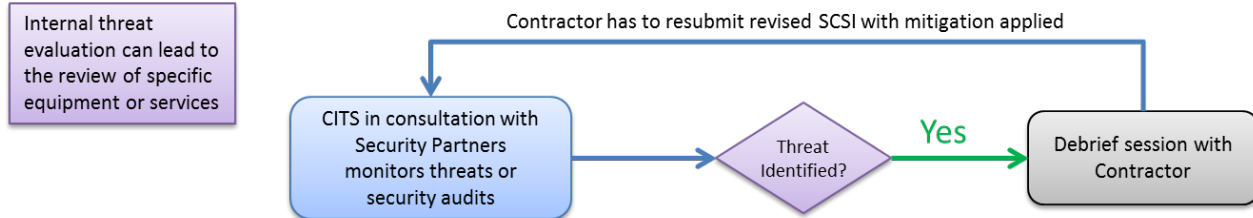
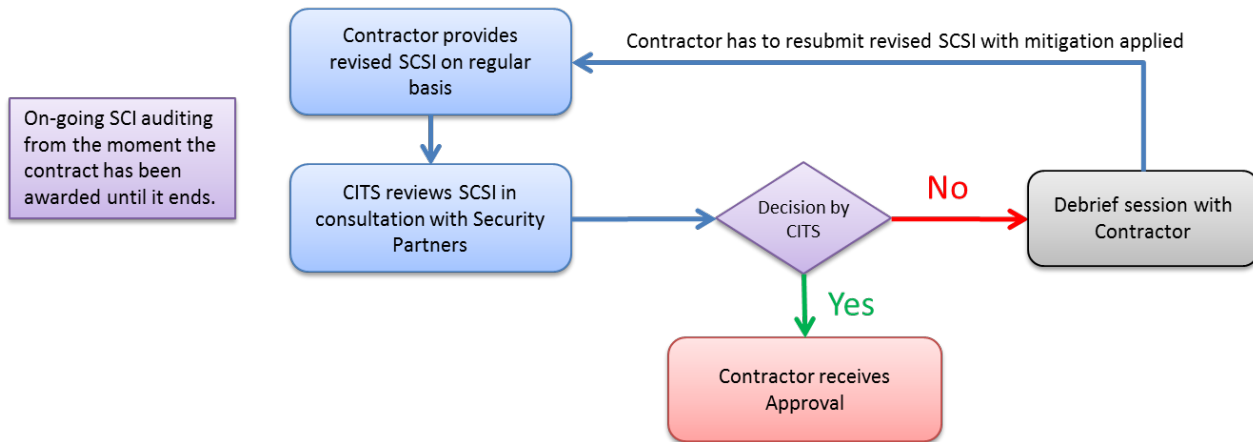
3. SCHÉMA DE LA PORTÉE DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

Processus d'évaluation de l'ICA



Competitive procurement starts with prerequisite National Security Exemption	L'approvisionnement concurrentiel commence par l'exemption relative à la sécurité nationale préalable
Bidder provide Supply Chain Security Information (SCSI) to Contracting Authority	Le soumissionnaire fournit l'information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement (ISCA) à l'autorité contractante.
Cyber and IT Security (CITS) reviews SCSI in consultation with Security Partners	La Cybersécurité et sécurité de la technologie de l'information (CSTI) examine l'ISCA conjointement avec les partenaires en matière de sécurité.
Bidder has 10 calendar days to resubmit revised SCSI with mitigation applied	Le soumissionnaire a 10 jours civils pour présenter à nouveau l'ISCA révisée comprenant les mesures d'atténuation utilisées.
Decision by CITS	La CSTI rend sa décision.
Yes	Oui
Bidder receives approval letter to continue to next phase of procurement	Le soumissionnaire reçoit la lettre d'approbation lui permettant de passer à l'étape suivante de l'approvisionnement.
Competitive procurement completes with resulting contract	L'approvisionnement concurrentiel se termine par l'attribution du contrat.
Cross check of lists provided for SCI at implementation	Comparaison des listes fournies pour l'ICA lors de la mise en œuvre.
No	Non
1 st Rejection: Debrief session with Bidder to identify mitigations	1 ^{er} refus : séance de compte rendu avec le soumissionnaire pour déterminer les mesures d'atténuation.
2 nd Rejection: Bidder does not qualify	2 ^e refus : le soumissionnaire est exclu du processus.

Processus d'évaluation de l'ICA après l'attribution du contrat



On-going SCI auditing from the moment the contract has been awarded until it ends.	Vérification continue de l'ICA à partir du moment où le contrat est attribué jusqu'à la fin du contrat.
Contractor provides revised SCSI on regular basis	L'entrepreneur fournit de l'ISCA révisée régulièrement.
CITS reviews SCSI in consultation with Security Partners	La CSTI examine l'ISCA conjointement avec les partenaires en matière de sécurité.
Contractor has to resubmit revised SCSI with mitigation applied	L'entrepreneur doit présenter à nouveau l'ISCA révisée comprenant les mesures d'atténuation utilisées.
Decision by CITS	La CSTI rend sa décision.
Yes	Oui
Contractor receives Approval	L'entrepreneur reçoit l'approbation
Non	Non
Debrief session with Contractor	Séance de compte rendu avec l'entrepreneur
Internal threat evaluation can lead to the review of specific equipment or services	L'évaluation des menaces internes peut mener à l'examen de matériel ou de services précis.
Contractor has to resubmit revised SCSI with mitigation applied	L'entrepreneur doit présenter à nouveau l'ISCA révisée comprenant les mesures d'atténuation utilisées.
CITS in consultation with Security Partners monitors threats or security audits	La CSTI, conjointement avec les partenaires en matière de sécurité, surveille les menaces ou les vérifications de sécurité.
Threat identified?	A-t-on décelé une menace?
Yes	Oui
Debrief session with Contractor	Séance de compte rendu avec l'entrepreneur

4. FORMULAIRE D'INFORMATION SUR LA SÉCURITÉ DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

Remarque : Le formulaire d'information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement est fourni séparément en pièce jointe.

PIÈCE JOINTE 3.1 - FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE L'RFQ

Dénomination sociale complète du membre de l'équipe principale		
Représentant autorisé du membre de l'équipe principale aux fins d'évaluation (p. ex., pour des précisions)	Nom	
	Titre	
	Adresse	
	N° de téléphone	
	N° de télécopieur	
	Courriel	
Numéro d'entreprise - approvisionnement		
Numéro sans frais		
Anciens fonctionnaires Voir l'article de la partie 5 de l'IQ, intitulé « Ancien fonctionnaire » pour la définition d'« ancien fonctionnaire ».	L'une des ressources du membre de l'équipe principale est-elle un ancien fonctionnaire recevant une pension au sens de l'IQ? Oui ____ Non ____	
Au nom du soumissionnaire, en signant ci-dessous, je confirme avoir lu l'ensemble de la demande de soumissions, y compris les documents intégrés par renvoi dans la demande de soumissions, et je certifie que: <ol style="list-style-type: none"> 1. Le soumissionnaire estime que lui-même et ses produits sont en mesure de satisfaire à toutes les exigences obligatoires décrites dans la demande de soumissions. 2. Cette offre est valide pour la période demandée dans la demande de soumissions. 3. Toutes les informations fournies dans l'offre sont complètes, véridiques et exactes; et 4. Si le soumissionnaire obtient un contrat, il acceptera toutes les modalités et conditions énoncées dans les clauses du contrat subséquent incluses dans la demande de soumissions. 		
Signature du représentant autorisé du membre de l'équipe principale		

FORMULAIRE 5.1 – FORMULAIRE D'ATTESTATION DU FABRICANT D'ÉQUIPEMENT D'ORIGINE (FEO)**Formulaire d'attestation du fabricant d'équipement d'origine (FEO)**

Ce formulaire vise à confirmer que le fabricant d'équipement d'origine (FEO) nommé ci-dessous a autorisé le soumissionnaire nommé ci-dessous à fournir et à maintenir ses produits dans le cadre du contrat attribué à la suite de la demande de prix indiquée ci-dessous.

Nom du FEO _____

Signature du fondé de signature du FEO _____

Nom en caractères d'imprimerie du fondé de signature du FEO _____

Titre en caractères d'imprimerie du fondé de signature du FEO _____

Adresse du fondé de signature du FEO _____

N° de téléphone du fondé de signature du FEO _____

N° de télécopieur du fondé de signature du FEO _____

Date de la signature _____

Numéro de la demande de prix _____

Nom du soumissionnaire _____

FORMULAIRE 5.2 – FORMULAIRE D'INTÉGRITÉ

Les soumissionnaires sont tenus de remplir le formulaire d'intégrité suivant et de le joindre à leur soumission.

Adresse de courriel /E-mail Address: yvette.olongo@canada.ca
Ministère/Department: Services partagés Canada
Dénomination sociale complète du fournisseur / Complete Legal Name of Supplier
Adresse du fournisseur / Supplier Address
NEA du fournisseur / Supplier PBN
Numéro de la demande de prix (ou numéro du contrat proposé) Solicitation Number (or proposed Contract Number) 2BH873310/A
Membres du conseil d'administration (Utilisez le format - Prénom Nom) Board of Directors (Use format - first name last name)
1. Membre / Director
2. Membre / Director
3. Membre / Director
4. Membre / Director
5. Membre / Director
6. Membre / Director
7. Membre / Director
8. Membre / Director
9. Membre / Director
10. Membre / Director
Autres Membres/ Additional Directors: